

**Comité préparatoire
de la Conférence des Parties
chargée d'examiner le Traité
sur la non-prolifération
des armes nucléaires en 2015**

23 avril 2012
Français
Original: arabe

Première session

Vienne, 30 avril-11 mai 2012

**Document de travail sur le désarmement présenté
par les Émirats arabes unis au nom des États
membres de la Ligue des États arabes, à la première
session du Comité préparatoire de la Conférence
des Parties chargée d'examiner le Traité
sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015**

1. Malgré les efforts déployés par de nombreux États qui appellent au désarmement nucléaire et demandent que les États dotés d'armes nucléaires s'acquittent des obligations leur incombant en vertu du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), ces derniers pays, dans leurs positions officielles, continuent de faire des armes nucléaires un élément important de leurs stratégies de défense et de s'arroger le droit d'utiliser ces armes contre les États qui n'en sont pas dotés, contrairement aux déclarations qu'ils ont faites, à titre individuel, en 1995, à propos de l'octroi d'assurances de sécurité constructives et positives aux États non dotés d'armes nucléaires parties au TNP, et en contravention des résolutions 255 (1968) et 984 (1995) du Conseil de sécurité relatives à la question.

2. Les États arabes sont préoccupés par le fait que les mécanismes de désarmement de l'Organisation des Nations Unies demeurent paralysés. C'est le cas notamment de la Conférence du désarmement, qui est le seul cadre international de négociations multilatérales touchant au désarmement. Les États arabes demandent à tous les États Membres d'envisager l'adoption de mesures rapides et de positions constructives qui permettent de relancer les travaux de la Conférence du désarmement, en particulier ceux qui ont trait aux questions de fond.

3. Les États arabes réaffirment que la Conférence de 2012 sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive au Moyen-Orient, dont la tenue avait été demandée dans le plan d'action relatif au Moyen-Orient contenu dans le Document final de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010, marque une étape importante qui contribue à la paix et la sécurité régionales et internationales ainsi qu'à protéger la planète contre les dangers que représentent les armes nucléaires et renforcer le régime de non-prolifération.



4. Tout en se félicitant des efforts déployés en vue d'aboutir à une réduction volontaire du nombre de têtes nucléaires, et en particulier à la conclusion d'un nouveau Traité entre les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie sur des mesures visant de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs, les États arabes réaffirment qu'il importe de ne pas faire la confusion entre la réduction du nombre de têtes nucléaires d'une part, et les efforts de désarmement nucléaire d'autre part, les efforts de réduction susmentionnés ne conduisant pas nécessairement à des progrès dans le domaine du désarmement nucléaire.

5. Les États arabes se déclarent préoccupés par le fait que certaines puissances nucléaires s'emploient à moderniser leurs arsenaux nucléaires et à mettre au point de nouvelles armes nucléaires, compromettant ainsi la sécurité et la paix internationales. En outre, ils demandent de respecter l'esprit et la lettre du TNP et ce jusqu'à l'élimination complète et définitive des armes du type susmentionné. Ils rappellent à cet égard la résolution 66/21 de l'Assemblée générale intitulée « Interdiction de mettre au point et de fabriquer de nouveaux types et systèmes d'armes de destruction massive : rapport de la Conférence du désarmement », qui a été adoptée le 2 décembre 2011.

6. En outre, les États arabes rappellent l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice le 8 juillet 1996, dans laquelle celle-ci qualifie d'illicites et d'actes contraires au droit international humanitaire l'emploi ou la menace d'emploi d'armes nucléaires.

7. Les États arabes soulignent qu'il est indispensable que tous les États de la planète adhèrent au TNP si l'on veut que les but et objectifs visés par cet instrument soient réalisés et que tout retard en la matière ne peut que nuire au renforcement du régime de non-prolifération nucléaire.

8. Les États arabes rappellent également la teneur du Document final de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010, qui insiste de nouveau sur la nécessité d'appliquer rapidement et intégralement l'article VI du Traité, ainsi que le paragraphe 3 et l'alinéa c) du paragraphe 4 de la décision de 1995 intitulée « Principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires ».

9. Les États arabes rappellent la résolution n° 25/38 sur l'élaboration d'un nouveau consensus global sur le désarmement et la non-prolifération et la « résolution n° 31/38 sur l'élimination totale des armes nucléaires » que le Conseil des ministres des affaires étrangères de l'Organisation de la coopération islamique a adoptées à sa trente-huitième session tenue à Astana (Kazakhstan) du 28 au 30 juin 2011.

10. Les États arabes rappellent également la déclaration publiée à l'issue de la seizième Conférence des ministres des affaires étrangères du Mouvement des non-alignés tenue à Bali (Indonésie) du 28 au 30 mai 2011, concernant l'organisation d'une conférence internationale de haut niveau chargée de recenser des moyens et des méthodes permettant d'éliminer dans les meilleurs délais les armes nucléaires et d'établir un calendrier précis aux fins de l'interdiction de la mise au point, de l'essai, de la fabrication, du stockage, du transfert, de l'emploi ou de la menace d'emploi de ce type d'armes, ainsi que de leur destruction,

11. Les États arabes réaffirment que pour préserver la crédibilité du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, il est essentiel d'agir de façon équilibrée entre les trois composantes essentielles de cet instrument (le désarmement, la non-prolifération et les utilisations pacifiques) et de s'employer à mettre en œuvre tous les éléments en accordant à chacun le même degré d'importance et en œuvrant en faveur de l'universalité du Traité.

12. Aussi, les États arabes proposent-ils que la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015 se penche sur la recommandation ci-après :

a) Inciter les États dotés d'armes nucléaires à prendre des mesures dignes de ce nom pour achever rapidement d'appliquer les mesures concrètes qui sont contenues dans le Document final de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2000 et dont certaines ont été réaffirmées dans « la mesure n° 5 » énoncée dans la partie du Document final de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010, qui est consacrée au désarmement et se lit comme suit :

- Se concerter promptement pour progresser rapidement vers une réduction globale du stock mondial de tous les types d'armes nucléaires visés dans la mesure n° 3, et ce en respectant des échéances précises courant, pour le court terme, jusqu'à 2017, et pour le long terme, jusqu'à 2025, et à la condition que ces efforts soient menés sous surveillance internationale;
- Aborder la question concernant toutes les armes nucléaires, quel que soit leur type ou leur emplacement, en tant que partie intégrante du processus général de désarmement nucléaire;
- Réduire encore le rôle et l'importance des armes nucléaires dans tous les concepts, doctrines et politiques militaires et de sécurité;
- Examiner les politiques susceptibles d'empêcher le recours aux armes nucléaires et d'aboutir à terme à leur élimination, de réduire le danger de guerre nucléaire et de contribuer à la non-prolifération et au désarmement nucléaires;
- Prendre en considération les intérêts légitimes des États non dotés d'armes nucléaires pour ce qui est de réduire encore le niveau de disponibilité opérationnelle des systèmes d'armes nucléaires selon des modalités propres à favoriser la stabilité et la sécurité internationales;
- Réduire le risque d'emploi accidentel des armes nucléaires;
- Améliorer encore la transparence et renforcer la confiance mutuelle;

b) Les États arabes appellent l'attention de la Conférence du désarmement sur la nécessité de créer une sous-commission chargée d'engager immédiatement des consultations aux fins de l'élaboration d'un traité pour le désarmement nucléaire qui aurait pour objet d'éliminer progressivement les armes nucléaires, d'en interdire la mise au point, la production, le stockage et l'emploi et d'en assurer l'élimination complète, non sélective et vérifiable;

c) Démarrer immédiatement, au sein des instances compétentes, l'examen des mesures prises à l'échelle internationale aux fins de l'élaboration d'un projet d'instrument international juridiquement contraignant, qui accorderait aux États

parties au Traité non dotés d'armes nucléaires, des assurances de sécurité non assorties de conditions, leur garantissant qu'aucune des cinq puissances nucléaires n'emploiera ni ne menacera d'employer des armes nucléaires contre eux, et ce jusqu'à l'élimination complète et globale de ces armes. Ce projet d'instrument devrait être soumis, pour examen et approbation, à la prochaine Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires;

d) Les États dotés d'armes nucléaires devraient déclarer qu'ils cesseront de moderniser leurs arsenaux nucléaires et de mettre au point de nouveaux types d'armes nucléaires, jusqu'à ce que ces armes soient éliminées de manière transparente et vérifiable;

e) Il faudrait engager la Conférence du désarmement, qui est la seule instance multilatérale de négociation sur le désarmement, à élaborer, conformément à ce qu'avait demandé l'Assemblée générale à sa première session extraordinaire consacrée au désarmement, un plan d'action prévoyant la tenue de consultations aux fins de la conclusion d'un instrument international complet non discriminatoire et vérifiable, interdisant les matières fissiles utilisées à des fins militaires, notamment leur production future, et aux termes duquel les parties s'engageraient à éliminer toutes les matières de ce type, en application des recommandations contenues dans le rapport de 1995 du Coordonnateur spécial (CD/1299) et du mandat qui y est énoncé;

f) Appuyer de nouveau la proposition tendant à avancer la date à laquelle doit se tenir la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, les États arabes étant préoccupés par l'absence, à ce jour, de consensus sur l'établissement d'un plan de désarmement;

g) Il faudrait de nouveau souligner que le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires est la pierre angulaire du régime de non-prolifération et œuvrer en faveur d'une adhésion universelle à cet instrument;

h) Il faudrait que les États parties au TNP, en particulier ceux qui sont dotés d'armes nucléaires, redoublent d'efforts en vue d'assurer l'universalité de cet instrument. Pour ce faire, ils devraient notamment s'acquitter des obligations leur incombant en vertu du Traité et appliquer les décisions issues des conférences d'examen, notamment celles qui prévoient l'interdiction complète du transfert de toutes matières nucléaires et technologies connexes vers les États non parties au TNP, et ce jusqu'à ce que ces pays aient adhéré à cet instrument. Il faudrait aussi rejeter catégoriquement toute tentative ou initiative visant à conférer un caractère légitime à la situation nucléaire des États non parties au TNP, dans la mesure où ce type d'action ne peut que précipiter l'effondrement complet du régime de non-prolifération.